

*Questions orales*

**L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, le député, qui est originaire de la côte ouest, s'entend mieux à faire des déclarations qu'à lire le texte du traité. Celui-ci ne dit pas que le Canada et les États-Unis doivent conclure un accord sur la rivière Yukon. Il stipule que les deux parties s'entendront pour entamer des négociations et qu'elles se rencontreront en octobre prochain pour discuter de la rivière Yukon. Le problème, c'est que mon honorable collègue ne cesse de confondre l'établissement d'un éventail de poissons que peuvent pêcher les pêcheurs des deux pays comme préalable aux négociations et l'engagement à résoudre le problème, alors qu'il ne peut être résolu sans les négociations que supposent manifestement le traité.

\* \* \*

● (1450)

**LE CODE CRIMINEL****LES DISPOSITIONS SUR LE JEU**

**Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Je voudrais savoir si le gouvernement a l'intention d'abroger ou de modifier les dispositions sur le jeu que renferme le Code criminel, afin de légaliser les machines à sous, les casinos et autres maisons de jeu publiques?

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, l'opposition aime à chahuter. Le gouvernement n'a absolument pas l'intention, à l'heure actuelle, de prendre les mesures dont a parlé la députée dans sa question. Cependant, l'une des provinces a demandé que certaines modifications soient apportées . . .

**M. Blackburn (Brant):** Quelle province?

**M. Crosbie:** . . . et la question est à l'étude. Le nom de cette province doit demeurer secret jusqu'au prochain numéro.

\* \* \*

[Français]

**LE LOGEMENT****LA DÉCISION DE RÉDUIRE LE BUDGET DESTINÉ AU PROGRAMME DE RÉNOVATION DE LOGEMENTS**

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de l'habitation au Canada. La semaine dernière, des représentants des coopératives d'habitation de la grande région de Montréal ont occupé le bureau du député de Verdun-Saint-Paul afin d'affirmer leur mécontentement concernant la décision du ministre de couper le budget de 4 millions et demi environ, en ce qui a trait au Programme de rénovation de logements qui était relié aux coopératives d'habitation. Est-ce que le ministre peut nous dire s'il est conscient du fait que s'il maintient cette décision, premièrement, il risque de «tuer» les

coopératives d'habitation dans la grande région de Montréal et dans tous les centres urbains du Canada; et, deuxièmement, il risque de voir une augmentation importante des prix du loyer?

[Traduction]

**L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail):** Monsieur le Président, je remercie le député de m'avoir aidé à apporter des éclaircissements sur certains points qui ne sont peut-être pas clairs dans son esprit et dans celui de ses électeurs. La société n'a pris aucune décision pour le moment au sujet de l'aide à la remise en état des logements à but non lucratif dont le député a parlé. A l'instar d'autres programmes, cette question fait l'objet de l'examen auquel procèdent à l'heure actuelle le ministre et la société. Je voudrais également signaler au député que les décisions prises par une société de la Couronne ne sont pas celles d'un ministre.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McKnight:** Les députés étaient ici lorsque nous avons adopté les modifications de la Loi sur l'administration financière, monsieur le Président.

Je tiens à signaler au député que j'essaie, de concert avec la société, avec le groupe de sa ville même que j'ai rencontré hier soir et avec la Fondation de l'habitation coopérative du Canada, de trouver des façons, malgré la situation financière difficile dont notre gouvernement a hérité, d'offrir des logements aux gens dans le besoin au Canada.

[Français]

**ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'OCTROYER DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES**

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président.

Au lieu de chercher à quel endroit il doit couper dans les programmes sociaux en matière de logement, est-ce que le ministre aurait le courage de faire comme l'ancien ministre responsable de l'Habitation dans l'ancien gouvernement, savoir aller voir le ministre des Finances et lui demander d'accorder des crédits supplémentaires pour son ministère plutôt que d'avoir investi \$110 millions pour envoyer des soldats en Allemagne?

[Traduction]

**L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail):** Monsieur le Président, je ne peux répondre qu'aux questions qui relèvent de ma compétence. Cependant, je signalerai au député que notre gouvernement ne réduira pas de 41 p. 100 les crédits consacrés au logement coopératif comme l'a fait le gouvernement précédent. Je tiens à lui dire qu'avec la collaboration de ceux qui désirent offrir à tous les Canadiens des logements, notre gouvernement réussira, avec moins d'argent, à offrir davantage de logements coopératifs que le gouvernement précédent ne l'a fait l'année dernière.

**Des voix:** Bravo!